

Bulletin d'information
N° 66 / février 2010

«When the mountain meets its shadow»



Le documentaire raconte une tranche de la vie d'Ashraf, de Mne, de Zoliswa et d'Arnold, qui se démènent pour survivre dans la région du Cap. Ashraf et Mne, membres de l'Anti-Eviction Campaign, se battent contre les déplacements forcés et les coupures d'eau. Zoliswa cherche un nouveau poste d'employée domestique et Arnold suit une formation pour devenir garde armé. Il y a déjà vingt ans que Nelson Mandela est sorti de prison, mais l'Afrique du Sud est toujours face à d'énormes problèmes sociaux.

En prélude au Championnat du monde de football, l'ADR (Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe, soutenue par le SOLIFONDS) présente un documentaire d'actualité qui traite des séquelles de l'apartheid (*When the mountain meets its shadow*). Deux acteurs et les réalisateurs assisteront à la projection :

28 mars à Bâle:
kult.kino atelier, 11 h 30

29 mars à Genève:
Cac-Voltaire, 19 h

30 mars à Berne:
cinéma de la Reitschule, 19 h

D'autres projections en mai et en juin
à Saint-Gall, à Lucerne et à Zurich.

Plus d'infos:

www.apartheid-reparations.ch
ou auprès du SOLIFONDS.

SOLIFONDS
Quellenstrasse 25
Case postale
CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37
Fax 044 272 11 18
mail@solifonds.ch
www.solifonds.ch
CP 80-7761-7

Fonds d'action

Bangladesh – Bolivie – Paraguay

Des ouvrières luttent contre leur criminalisation – des petits paysans pour des terres



Photos: Reuters / MST / MAP

« En dehors du SOLIFONDS, aucune organisation n'apporte et n'a jamais apporté un soutien financier à notre syndicat des travailleuses du textile, le GWUF. Grâce à vos deux versements, le GWUF a pu obtenir beaucoup pour les ouvrières. Nous vous en sommes vivement reconnaissantes et vous prions de nous soutenir à nouveau cette année, car une foule de tâches et de problèmes nous attendent. » Des actions en justice comptent parmi les principaux de leurs problèmes. Voulant faire taire les syndicalistes combatives, d'aucuns n'hésitent pas à les accuser abusivement d'incendie volontaire, de vol, voire de meurtre.

Inculpations et incarcérations abusives sont aussi le lot des dirigeantes et des dirigeants d'organisations paysannes au Paraguay. Depuis l'élection de Fernando Lugo à la présidence, en 2008, les petits paysans se battent toutefois avec plus d'assurance pour leur droit à la terre et contre l'extension des monocultures de soja par l'agro-industrie. La répression s'accroissant, il est crucial de renforcer des organisations comme le MAP.

Après la brillante réélection d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie en décembre dernier, la répartition des terres restera aussi d'actualité dans ce pays : d'une part, les grands propriétaires fonciers et les entreprises du bois entendent préserver leurs privilèges par tous les moyens, même la violence ; d'autre part, le gouvernement fait face aux attentes d'une population essentiellement autochtone. Le cas du lotissement Tierra Nueva I montre que les petits paysans n'ont pas seulement besoins de terres, mais aussi de soutien et de ressources pour commencer à les exploiter.

Face à la gravité des problèmes rencontrés, le soutien que les trois organisations mentionnées ci-dessus demandent au SOLIFONDS paraît dérisoire. Mais il s'avère une fois de plus qu'un coup de pouce modeste peut produire des effets considérables. C'est pour ce genre de cas que le SOLIFONDS a créé le Fonds d'action, dans lequel il va puiser afin de soutenir ces trois actions et d'autres encore. Vous en saurez plus en lisant notre bulletin.

Lucky Gems n'a pas sa place à Bâle!

En Chine, on ne compte plus les tailleurs de pierres précieuses atteints de silicose, une maladie mortelle des poumons. Parmi les principaux responsables figure la société Lucky Gems, qui expose chaque année à Baselworld.

Entretien avec André Daguet, syndicaliste et conseiller national.

Qu'a-t-on entrepris jusqu'ici ?

Depuis 2005, le SOLIFONDS et Unia collaborent avec l'ONG hongkongaise Labour Action China ainsi qu'avec des ouvriers chinois malades pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les conditions de travail déplorables qui règnent dans les usines de la joaillerie au sud de la Chine. Au cours de ces quelques années, nous avons eu plusieurs entretiens avec les responsables de Baselworld (Salon bâlois de l'horlogerie et de la bijouterie), tandis que des ouvriers chinois témoignaient devant les médias de leur combat contre la silicose et pour les dédommagements prévus par la loi.

Cette année, le consul général suisse à Hongkong a plaidé pour l'exclusion de Lucky Gems.

Lors du voyage d'une délégation suisse à Hongkong et dans la province chinoise de Guangdong, d'où proviennent 70% de la production mondiale de pierres semi-précieuses, nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec le consul général suisse. Sur la base de ses propres investigations, celui-ci a recommandé en décembre 2009 au salon bâlois de ne pas admettre Lucky Gems parmi les exposants, pour que ce cas serve d'exemple.

Cette intervention a-t-elle produit des effets ?

Non. En mars, l'entreprise sera encore à Baselworld. La décision de l'admettre a visiblement été prise auparavant par la Chambre de commerce hongkongaise (HKTDC) et par le salon bâlois.

Quand une entreprise est-elle exclue ?

Le règlement de Baselworld prévoit que l'admission peut être refusée à un exposant s'il n'est pas en mesure de prouver qu'il applique « une politique sociale de l'emploi ». Cette année aussi, il faut donc faire pression sur les responsables du salon bâlois pour qu'ils appliquent enfin cette disposition. Quoi qu'il en soit, Unia et le SOLIFONDS restent dans le coup.

Bangladesh : les ouvrières du textile en lutte contre leur criminalisation



Principal secteur d'exportation au Bangladesh, l'industrie du textile applique des conditions de travail qui relèvent de la pure exploitation. Photo : Reuters / Andrew Biraj

Au Bangladesh, environ trois millions de personnes, dont 90% de femmes, travaillent dans 4500 usines de vêtements. L'exploitation de la main-d'œuvre fait partie du quotidien : souvent licenciés de manière abusive, les employés ne touchent alors pas leurs derniers salaires ; obligés de faire des heures supplémentaires non payées jusque tard dans la nuit, ils travaillent sept jours par semaine et n'ont pas le droit d'appartenir à un syndicat. Quant aux femmes, elles gagnent moins que les hommes, sont congédiées dès qu'elles tombent enceintes et sont victimes de harcèlement sexuel.

Fondé en 1995, le Garment Workers Unity Forum (GWUF), seul syndicat bangladais des ouvrières du textile à être dirigé par des femmes, revendique un salaire minimum, le droit d'association, une journée de congé par semaine et un congé maternité. Il exige le versement d'arriérés de salaire et organise des manifestations ou des grèves pour lutter contre des licenciements illégaux.

A ces actions, les entrepreneurs et la police répondent par une répression sans merci : l'an dernier, huit personnes ont été abattues et des centaines blessées au cours de trois grands rassemblements syndicaux. Nombre d'activistes ont aussi été arrêtées. De plus, après une action menée en octobre dernier, environ 3000 ouvriers et ouvrières ont fait l'objet de plaintes abusives : on les a faussement accusés d'avoir bouté le feu à l'usine, volé des marchandises et même commis un meurtre. Ces accusations visent à réduire le syndicat au silence. Pas moins de 27 plaintes ont en effet été déposées contre Mishu Mushrefa, la présidente du GWUF.

L'une des tâches du GWUF consiste dès lors à s'opposer aux plaintes abusives. Le syndicat a obtenu la libération de 1015 ouvriers et ouvrières du textile sous caution et a de son côté déposé des plaintes pour non-versement de salaires et pour abus sexuels perpétrés sur des travailleuses.

Le GWUF mène ses activités dans des conditions extrêmement précaires. Ne possédant qu'un bureau à Dhaka, ses réunions et ses séminaires doivent se tenir au domicile des activistes ou dans des parcs publics. Le syndicat compte certes 85000 membres, mais la plupart ne parviennent pas à payer leur cotisation.

L'appui du SOLIFONDS sert à financer l'assistance juridique, la publication d'un journal destiné aux ouvrières et les frais de voyage afin d'assurer la formation des dirigeantes syndicales.

Bolivie: « Nous devons cultiver la terre dès que possible ! »



Il faudra beaucoup d'efforts et de travail pour mettre en culture ce terrain à l'abandon et remporter enfin la lutte pour la terre à Tierra Nueva I. Photo: MST

Asunta Salvatierra, présidente du mouvement des sans-terre (MST) de Cochabamba, en Bolivie, semble désespérée. Après s'être vu attribuer l'an dernier des terres par les autorités de la réforme agraire, un groupe de septante familles risque à présent de les perdre. Que s'est-il donc passé ?

Au printemps 2009, le groupe a commencé à défricher ce terrain à l'abandon, dans l'est de la province de Beni. L'entreprise n'avait rien de facile, d'autant qu'il fallait apporter tout le matériel nécessaire à pied, alors qu'aucun chemin ne mène au terrain et qu'il faut franchir une rivière. Comme si cela ne suffisait pas, un groupe armé envoyé par les producteurs de bois et les gros propriétaires fonciers est venu harceler les sans-terre et a fini par les chasser.

Après la nette victoire électorale d'Evo Morales en décembre dernier, le groupe a décidé de retourner sur ses terres et de poursuivre la construction de son lotissement, baptisé Tierra Nueva I. Les paysans n'ont d'ailleurs pas le choix, car le Ministère de l'agriculture leur a fait savoir qu'il attribuerait le terrain à un autre groupe s'ils n'y retournaient pas.

Comme le souligne Asunta Salvatierra, ils ont à présent des terres, mais aucune aide matérielle pour s'y installer. L'absence de voie d'accès et d'un pont constitue un gros problème pour les paysans de Tierra Nueva I. Ils voyaient déjà leur

longue lutte pour obtenir un lopin de terre et offrir un avenir à leurs enfants se solder par un échec.

On peut donc imaginer leur soulagement lorsqu'ils ont appris que le SOLIFONDS prendrait à sa charge les coûts des travaux les plus urgents. Il s'agit surtout de frais de voyage. Fort de l'expérience de ces dernières années, le groupe a en effet décidé que seule la moitié des familles travailleraient sur place, tandis que les autres continueraient à assurer leur subsistance sur les hauts plateaux. D'où des déplacements réguliers, qu'il faut financer. Ils ont aussi besoin d'outils et de bâches. Le groupe prévoit en outre de passer à l'agriculture tropicale biologique, une grande nouveauté pour d'anciens paysans de montagne.

« Grâce à votre soutien, nous allons pouvoir rentrer nos premières récoltes », nous écrit Asunta Salvatierra. « Ce sera la véritable naissance de Tierra Nueva I et la fin provisoire de notre lutte pour la terre. »

Elections en Bolivie: de nouvelles perspectives !

En décembre, Evo Morales a été brillamment réélu à la présidence de la Bolivie. C'est là le signe d'un nouvel espoir ! Après avoir tout fait – politique de blocage, attaques virulentes contre les populations autochtones et même massacre de paysans et de paysannes en septembre 2008 – pour déstabiliser le gouvernement Morales, l'opposition est divisée, et son recours excessif à la violence y est sans doute pour beaucoup. Ne se sentant plus véritablement représentée par cette droite haineuse, une partie de la classe moyenne a en effet voté pour Evo Morales. Arrivé deuxième aux élections, le candidat de l'opposition, Manfred Reyes Villa, fait l'objet de plusieurs plaintes pour cause de corruption et s'est d'ailleurs réfugié aux Etats-Unis.

Disposant d'une majorité des deux tiers au sein des deux Chambres du parlement, le gouvernement devrait désormais avoir les coudées plus franches pour appliquer une véritable réforme en faveur de la population à majorité autochtone et à majorité pauvre. Il y a un peu plus d'une année encore, l'opposition avait contré la préparation d'une nouvelle Constitution, qui n'a pu être soumise au vote qu'après diverses concessions et modifications, pour être finalement adoptée par une large majorité des votants en janvier 2009. Ce texte, il s'agit à présent de l'appliquer. L'opposition avait fini par se montrer plus conciliante, car l'on avait renoncé à une réforme agraire rétroactive. Celle-ci aurait par exemple morcelé de grosses propriétés foncières, comme celle de Branko Marinkovic, millionnaire et fervent opposant de droite, et aurait permis d'amorcer la décolonisation tant attendue des terres. La nouvelle donne politique pourrait contribuer à faire progresser cette réforme, si ardemment souhaitée par les sans-terre.

Invité par E-Changeur,

Asunta Salvatierra,

présidente du MST Mujeres, séjournera en avril en Suisse.

Des informations et les dates de ses rencontres avec le public figureront sur les sites

www.solifonds.ch et www.e-changer.ch.

Paraguay: Renforcer les organisations paysannes



Formation et débats : deux éléments clés de la lutte pour la terre.

Photo : MAP

Bien que les représentants de l'oligarchie, majoritaires au parlement, continuent d'influer sur la politique paraguayenne, l'élection de Fernando Lugo, ancien « évêque des pauvres », à la présidence en 2008 a redonné de l'élan aux organisations populaires. Etant parvenu à tripler ses effectifs, et surtout à accroître la proportion de femmes parmi ses membres, le MAP (Movimiento agrario y popular) est désormais présent dans six départements (sur dix-sept). Il s'agit maintenant de préserver cet élan et si possible de le renforcer. D'où toute l'importance du Congrès national du MAP, qui doit réunir mille délégués fin février 2010.

Le MAP entend tout d'abord formuler ses exigences quant à la politique agricole du gouvernement et élaborer des propositions pour la mettre en œuvre. Son projet s'articule autour d'une réforme agraire en faveur des familles pauvres et sans terres : leur distribuer des terres leur permettra de se nourrir et freinera aussi l'expansion des monocultures agroc capitalistes. Les délégués devront ensuite se prononcer sur les relations internationales avec Via Campesina et l'organisation latino-américaine des paysans CLOC. Les débats porteront enfin sur les élections communales prévues en automne. Bien que le MAP ne soit allié à aucun parti politique, ce point constituera le thème central du congrès, car il faut empêcher les conservateurs d'emporter la victoire.

Les membres du MAP appartiennent au segment pauvre de la population (cf. extrait de la NZZ ci-contre) et nombre de délégués n'ont pas de quoi couvrir les frais de leur participation au congrès. Le MAP a donc demandé un appui financier au SOLIFONDS : quatre dollars par déléguée ou délégué pour les frais de voyage et la nourriture.

Le conseil de fondation a décidé de donner suite à cette demande. En effet, au vu de la situation qui règne aujourd'hui au Paraguay, il est crucial de renforcer les organisations populaires et démocratiques de ce pays.

**Au nom du syndicat des ouvrières du textile GWUF, du Bangladesh,
de l'organisation de paysans et de paysannes MAP, du Paraguay,
et des sans-terre de Bolivie,**

un grand MERCI pour votre solidarité!

Mouvement paysan criminalisé

« Selon les enquêtes les plus récentes de l'office statistique national, 49% des habitants des campagnes vivent sous le seuil de pauvreté et 31% dans une pauvreté extrême; c'est dire qu'ils ne sont pas en mesure de couvrir leurs besoins de base. Ne disposant pas de terrains suffisants, ces villageois sont pris au piège de la pauvreté. [...] Quant aux magnats de l'économie dont les intérêts sont liés à l'agriculture d'exportation, ils ne veulent pas entendre parler de réforme agraire. Non seulement parce qu'ils auraient à craindre pour leurs terres, mais parce qu'ils aspirent à étendre encore leurs propriétés, ne serait-ce que pour profiter du boom du soja. » (NZZ, 5.1.2010)

Les organisations paraguayennes de petits paysans et de sans-terres ne restent pas les bras croisés face à cette évolution. Le MAP lutte depuis 2003 pour que l'on redistribue les terres arables aux sans-terre et que l'on mette fin à l'extension des cultures de soja. Les activistes organisent par exemple des campements de protestation (campamentos) dans les régions concernées. Ils en sont régulièrement chassés par la violence, et nombre des membres du MAP ont été persécutés, voire assassinés.

Aujourd'hui, ils font l'objet d'une véritable campagne de criminalisation. Après le récent enlèvement d'un gros propriétaire foncier, six dirigeants d'organisations paysannes ont été arrêtés sous prétexte d'appartenance à la guérilla, et des mandats d'arrêt ont été lancés contre nombre de leurs collègues.

Edition: Fondation «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»

La fondation est soutenue par l'Union syndicale suisse (USS), le Parti socialiste suisse (PSS), l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) et les cofondateurs: Afrika-Komitee, AAB Südliches Afrika, Déclaration de Berne, FEPA, Comité Guatemala, Magasins du Monde, Comités Nicaragua – El Salvador, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, Terre des Hommes Suisse, Groupe de travail Suisse-Colombie.

Rédaction:
Urs Sekinger, Yvonne Zimmermann

Impression: printoset, Zurich

Traduction: Milena Hrdina, Moutier